

**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES  
(C.C.P.)**

**MARCHE N°2025-PA09**

**MISSION D'ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE POUR  
LA FORMALISATION DU S.P.S.I 2026-2030 de VETAGRO  
SUP**

Pouvoir adjudicateur :

Madame la Directrice Générale de VetAgro Sup, Mireille BOSSY, nommée par décret du Président de la République en date du 22 novembre 2021.

Campus vétérinaire  
1, Avenue Bourgelat  
69280 Marcy l'Etoile  
Tél : 04 78 87 25 25  
Tél : 04 73 98 13 86 / 04 78 87 27 41

Campus agronomique  
89, Avenue de l'Europe  
63370 Lempdes  
Tél : 04 73 98 13 13  
Mail : [marches@vetagro-sup.fr](mailto:marches@vetagro-sup.fr)

## Table des matières

CLAUSES ADMINISTRATIVES.....	3
ARTICLE 1 – OBJET .....	3
ARTICLE 2 – PERSONNE PUBLIQUE CONTRACTANTE .....	3
ARTICLE 3 – PROCEDURE DE PASSATION DU MARCHE .....	3
ARTICLE 4 – CARACTERISTIQUES DU MARCHE .....	3
ARTICLE 5 – DUREE DU MARCHE.....	4
ARTICLE 6 – PIECES CONSTITUTIVES.....	4
ARTICLE 7 – CONDUITE DES PRESTATIONS PAR DES PERSONNES NOMMEMENT DESIGNEES .....	4
ARTICLE 8 – MODALITES D’EXECUTION .....	4
ARTICLE 9 – UTILISATION DES RESULTATS ET DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE .....	5
ARTICLE 10 – GARANTIE .....	5
ARTICLE 11 – ARRET DE L’EXECUTION DES PRESTATIONS.....	5
ARTICLE 12 – PENALITES.....	5
12.1 Pénalités de retard .....	5
12.2 Pénalités pour absence aux réunions et autres manquements .....	6
12.3 pénalités pour non respect des obligations prévues aux articles L8221-3 à L8221-5 du Code du .6 travail.....	6
12.4 Pénalités pour non-respect de l’obligation de transmission du BEGES et du plan de transition associé .....	6
ARTICLE 13 – OPERATIONS DE VERIFICATIONS ET DE RECEPTION.....	6
ARTICLE 14 – PRIX.....	6
ARTICLE 15 – FACTURATION.....	6
ARTICLE 16- REGLEMENT.....	7
ARTICLE 17 – AVANCE FORFAITAIRE.....	7
ARTICLE 18 – CONFIDENTIALITE ET DISCRETION.....	7
ARTICLE 19 – REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES (R.G.P.D.) .....	7
ARTICLE 20 – BILAN DES EMISSIONS DE GAZ A EFFET DE SERRE.....	8
ARTICLE 21 – ASSURANCES.....	8
ARTICLE 22 – LITIGES ET CONTESTATIONS .....	8
ARTICLE 23 – DEROGATION AU C.C.A.G.-P.I. EN VIGUEUR.....	8
CLAUSES TECHNIQUES.....	9
ARTICLE 24 – CONTEXTE DE LA MISSION.....	9
ARTICLE 25 – OBJECTIFS ET PERIMETRE DE LA MISSION .....	9
ARTICLE 26 –METHODOLOGIE.....	9
ARTICLE 27 –PRIORITES A INTEGRER AU SPSI .....	9
27.1 campus agronomique .....	9
27.2 campus vétérinaire .....	10
ARTICLE 28 – DOCUMENTS MIS A DISPOSITION DU TITULAIRE PAR VETAGRO SUP.....	10
ARTICLE 29 –DELAIS D’EXECUTION.....	10

### **ARTICLE 1 – OBJET**

L'établissement souhaite confier à un Assistant à Maîtrise d'Ouvrage (AMO) la mission d'actualiser son Schéma Pluriannuel de Stratégie Immobilière (SPSI) pour la période 2026-2030, conformément au cadre méthodologique de la Direction de l'Immobilier de l'État (DIE) et aux attentes de sa tutelle (DIE/MASA).

Le périmètre d'intervention de l'AMO est volontairement réduit afin de :

- répondre strictement aux besoins réels,
- éviter la reproduction de travaux déjà réalisés,
- exploiter pleinement les études techniques déjà disponibles : diagnostic amiante, environnemental, relevé de surface...

L'AMO n'aura donc pas vocation à :

- refaire des études techniques déjà disponibles en interne. Le prestataire devra préciser dans sa réponse les études techniques dont il aura besoin
- animer des groupes de travail stratégiques (les priorités sont déjà établies). Le prestataire doit uniquement prévoir dans sa réponse des échanges avec le comité de direction sans associer l'ensemble de la communauté.

Il interviendra principalement sur :

- la compilation, structuration et ordonnancement des données existantes ;
- la mise en cohérence et formalisation des éléments du SPSI selon la trame officielle ;
- le renseignement des tableaux, indicateurs et livrables requis (Annexes 1 et 2, indicateurs OAD, tableaux de suivi).

Voir détails de la mission dans la partie technique du présent C.C.P.

**Le campus vétérinaire est le siège de multiples activités de formation et de recherche dont certaines sont visées par la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement.**

### **ARTICLE 2 – PERSONNE PUBLIQUE CONTRACTANTE**

**VetAgro Sup** 1 avenue Bourgelat 69 280 MARCY L'ETOILE

Pouvoir adjudicateur : Mme la Directrice générale de VetAgro Sup.

Comptable assignataire : M. l'Agent Comptable.

### **ARTICLE 3 – PROCEDURE DE PASSATION DU MARCHÉ**

Le présent marché est passé au terme d'une procédure adaptée, en application de l'article R2123-1 du code de la commande publique.

### **ARTICLE 4 – CARACTERISTIQUES DU MARCHÉ**

Il s'agit d'un marché de prestations intellectuelles, qui se réfère au Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de prestations intellectuelles (arrêté du 30 mars 2021).

Il n'est pas divisé en lots. Il sera attribué à un seul opérateur économique.

Conformément à l'article R2122-7 du Code de la commande Publique, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de passer un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence préalables pour des prestations similaires.

## **ARTICLE 5 – DUREE DU MARCHE**

Le présent marché est conclu pour la durée de la mission, jusqu'à réception de tous les livrables prévus à l'article 25 du présent C.C.P.

## **ARTICLE 6 – PIECES CONSTITUTIVES**

Par dérogation à l'article 4.1 du C.C.A.G.-PI, les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissant :

- L'acte d'engagement et ses éventuelles annexes ;
- Le Cahier des Clauses Particulières (C.C.P.) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de prestations intellectuelles, C.C.A.G.-P.I. (arrêté du 30 mars 2021).
- L'offre technique et financière du titulaire.

L'exemplaire de l'acte d'engagement et ses annexes et celui du C.C.P. conservés dans les archives de l'administration font seuls foi.

Les dispositions du présent marché prévalent sur celles qui figuraient sur les documents de réponse, lettres ou autres documents échangés entre la personne publique et le titulaire préalablement à la signature du présent marché.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent marché. Il en est ainsi, sans que cette liste soit exhaustive, des conditions figurant sur les factures ou énoncées dans les documents commerciaux.

## **ARTICLE 7 – CONDUITE DES PRESTATIONS PAR DES PERSONNES NOMMEMENT DESIGNEES**

Pour l'exécution du marché, le titulaire doit affecter à l'exécution des prestations une équipe de personnes qui seront nommément désignées dans le cadre de sa note méthodologique. Parmi elles, il devra nommer un référent unique.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du C.C.A.G.-P.I, en cas d'empêchement de la personne affectée à l'exécution du marché, le titulaire s'engage à prendre toutes les dispositions nécessaires afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations. Le titulaire doit :

- en aviser, sans délai, l'acheteur et prendre toutes dispositions nécessaires, afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations ;
- proposer au pouvoir adjudicateur, qui doit l'accepter expressément, un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et dont il lui communique le nom et le curriculum vitae dans un délai d'une semaine à compter de la date d'envoi de l'information mentionnée à l'alinéa précédent ;
- le maître d'ouvrage dispose d'un délai de 30 jours pour agréer le nouveau référent. L'accord du maître d'ouvrage sur l'identité de la nouvelle personne physique doit être impérativement formalisé par une décision écrite du pouvoir adjudicateur.
- si le maître d'ouvrage refuse le remplaçant, le titulaire dispose de 7 jours à compter de ce refus pour lui proposer une autre personne physique. A défaut ou si le maître d'ouvrage récusé également ce remplaçant la résiliation du marché est prononcée dans les conditions de l'article 39 du C.C.A.G.-PI.

Le titulaire assure le passage des consignes et la transmission des documents qu'il a rédigés ou reçus, à tout nouveau référent désigné pour le remplacer ou lui succéder, ou à défaut au maître d'ouvrage. Il établit pour cela un procès-verbal dans un délai de 30 jours à compter de la demande du maître d'ouvrage.

Le nouveau référent accuse réception de l'ensemble des documents relatifs à la sécurité et à la Protection de la santé des Travailleurs.

## **ARTICLE 8 – MODALITES D'EXECUTION**

Le titulaire a une obligation de résultat dans la réalisation de l'ensemble des prestations telles que décrites dans le marché.

En cas d'utilisation d'ordres de service et de bons de commande, ils seront notifiés par le pouvoir adjudicateur au titulaire. Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un ordre de service ou d'un bon de commande appellent des observations de sa part, il doit les notifier au pouvoir adjudicateur dans un délai de quinze jours, sous peine de forclusion, à compter de la date de réception du bon de commande. Il doit se conformer aux bons de commande que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

En cas de cotraitance, les ordres de services et bons de commande seront adressés au mandataire du groupement, qui a seul compétence pour formuler des observations au pouvoir adjudicateur.

Chaque phase fera l'objet de validation de la part du Maître d'ouvrage avant le passage à la phase suivante.

## **ARTICLE 9 – UTILISATION DES RESULTATS ET DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE**

Conformément au chapitre 6 du C.C.A.G.-P.I.

## **ARTICLE 10 – GARANTIE**

Les prestations font l'objet d'une garantie minimale d'un an suivant l'article 30 du C.C.A.G.-P.I.

Le titulaire garantit la personne publique contre toutes les revendications des tiers relatives aux prestations en ce qui concerne la propriété industrielle de celle-ci, les procédés, les méthodes et les moyens de fabrication.

Si la personne publique est victime d'un trouble dans la jouissance des prestations livrées, le titulaire doit prendre immédiatement des mesures propres à le faire cesser.

## **ARTICLE 11 – ARRET DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS**

En application de l'article 22 du C.C.A.G.-P.I., la personne publique se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des interventions qui font l'objet du présent marché à l'issue de chacune des phases techniques constituées par les éléments de mission définis dans l'offre du titulaire.

Dans ce cas, le représentant du pouvoir adjudicateur notifie au titulaire sa décision d'arrêter l'exécution des interventions. Par dérogation à l'article 22 du C.C.A.G.-P.I., l'arrêt ne donne pas obligatoirement lieu à résiliation.

Les phases de mission accomplies sont alors rémunérées sans abattement ni indemnités au titulaire.

## **ARTICLE 12 – PENALITES**

La formule de variation de prix peut être appliquée aux pénalités.

Le titulaire ne saurait être exonéré de pénalités.

Par dérogation à l'article 14.1.1. du C.C.A.G.-P.I., les pénalités suivantes peuvent être appliquées :

### **12.1 Pénalités de retard**

Le retard dans la production des documents, autres que des comptes rendus, peut donner lieu au versement par le titulaire d'une pénalité d'un montant forfaitaire de 300 euros par jour de retard et par document après mise en demeure du titulaire restée infructueuse dans le délai fixé par ladite mise en demeure.

Le retard dans la production de comptes rendus peut donner lieu au versement par le titulaire d'une pénalité d'un montant forfaitaire de 150 euros par jour de retard et par compte-rendu après mise en demeure du titulaire restée infructueuse dans le délai fixé par ladite mise en demeure.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du C.C.A.G.-P.I., le titulaire n'est pas exonéré des pénalités en deçà de 1 000€ HT.

## **12.2 Pénalités pour absence aux réunions et autres manquements**

L'absence du titulaire à une réunion ou l'indisponibilité de celui-ci pour une visite dûment programmée et organisée par le maître d'ouvrage, selon les stipulations du marché, donne lieu au versement par le titulaire, sans mise en demeure préalable, d'une pénalité forfaitaire de 500 euros.

Le manquement du titulaire à l'obligation de confidentialité fait l'objet d'une pénalité forfaitaire de 1 000 euros.

Pour chaque manquement du titulaire à ses obligations au titre du marché autre que les cas cités ci-avant, le maître d'ouvrage peut exiger, après mise en demeure du titulaire restée infructueuse dans le délai fixé par ladite mise en demeure, le versement d'une pénalité forfaitaire journalière par manquement de 300 euros.

## **12.3 pénalités pour non respect des obligations prévues aux articles L8221-3 à L8221-5 du Code du travail**

Le montant des pénalités encourues par le titulaire du marché, s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L8221-3 à L8221-5 du code du travail, est fixé à 5 % du montant total du marché, sans pouvoir excéder le montant des amendes encourues en application des articles L8224-1, L8224-2 et L8224-5 du code du travail.

## **12.4 Pénalités pour non-respect de l'obligation de transmission du BEGES et du plan de transition associé**

Si le titulaire est soumis à l'article L.229-25 du code de l'environnement, il lui sera appliqué une pénalité de 50€ par jour calendaire de retard jusqu'à transmission des documents (BEGES et plan de transition). Cette pénalité commence à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, à compter du jour qui suit le jour de remise du document demandé.

## **ARTICLE 13 – OPERATIONS DE VERIFICATIONS ET DE RECEPTION**

La réception des prestations prévues au présent marché se fera conformément aux dispositions des articles 28 et 29 du C.C.A.G.-P.I.

Par dérogation à l'article 28.5 du C.C.A.G.-P.I., le titulaire n'assistera pas aux opérations de vérification.

## **ARTICLE 14 – PRIX**

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire, fixé dans l'acte d'engagement.

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant la prestation, les frais afférents à l'application de l'article 17.4 du C.C.A.G.-P.I. (gardiennage, conservation, entretien et emploi de moyens confiés), ainsi que les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires, y compris les frais et débours nécessités par la mission (frais de déplacement, hébergement...).

Les montants des comptes sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de la prestation.

## **ARTICLE 15 – FACTURATION**

Le paiement se fera après exécution de la prestation, il est possible phase par phase.

Les prestations de rendus ne peuvent être facturées qu'après validation dudit rendu par la maîtrise d'ouvrage.

Les factures, sous format électronique, sont libellées en euros et déposées sur le portail Chorus Pro. Elles portent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom et l'adresse du créancier ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;

- la date et le n° du marché ;
- le service destinataire et l'interlocuteur ayant traité la commande au sein de VetAgro Sup s'il est identifié ;
- le n° d'EJ ;
- le montant HT des prestations ;
- le taux et le montant de la TVA ;
- le montant total TTC des prestations ;
- la date de facturation.

Un Relevé d'Identité Bancaire (RIB) est joint lors de la première opération puis à chaque modification des coordonnées bancaires ou de la raison sociale du titulaire.

## **ARTICLE 16- REGLEMENT**

Le mode de règlement est le virement administratif. Le délai de paiement est de trente (30) jours à compter de la date de réception de la facture, une fois que le « service fait » a été validé (constatation de la conformité de l'exécution de la prestation).

En cas de retard de paiement, le taux des intérêts moratoires et le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont ceux définis respectivement aux articles R2192-31 et R2192-35 du Code de la Commande Publique.

L'ordonnateur chargé d'émettre le titre de paiement est la Directrice Générale de VetAgro Sup.

Le comptable assignataire du paiement est l'Agent comptable de VetAgro Sup.

## **ARTICLE 17 – AVANCE FORFAITAIRE**

Conformément à l'option B de l'article 11.1. du C.C.A.G.-P.I., lorsqu'en application du code de la commande publique, le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct bénéficie d'une avance, le taux de l'avance correspond aux taux minimums prévus à l'article R. 2191-7 du code de la commande publique pour les marchés.

L'avance est versée et remboursée selon les dispositions du code de la commande publique.

Le titulaire peut, dans tous les cas, refuser le versement de l'avance.

## **ARTICLE 18 – CONFIDENTIALITE ET DISCRETION**

L'article 5 du C.C.A.G.-P.I. s'applique.

En cas de manquements, les titulaires sont sanctionnés administrativement de la manière indiquée à l'article 39.1 alinéa k) du C.C.A.G.-P.I. prévoyant la résiliation du marché aux torts du titulaire sans indemnités.

## **ARTICLE 19 – REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES (R.G.P.D.)**

Conformément à l'article 5.2 du C.C.A.G.-P.I., les parties devront se conformer au règlement 2016/679 général sur la protection des données du 27 avril 2016 ainsi qu'à la loi n° 2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles.

Le titulaire est tenu à une obligation permanente d'information et de conseil à l'égard du pouvoir adjudicateur pendant toute la durée de l'accord-cadre.

Obligations du titulaire vis-à-vis du responsable du traitement (RGPD) :

- Ne traiter les données à caractère personnel que sur instructions documentées du responsable du traitement
- Garantir la confidentialité et la sécurité des données (pseudonymisation, chiffrement...)
- Respecter les principes de protection des données dès la conception et par défaut
- Notifier sans délai les violations de données à caractère personnel au responsable du traitement
- Tenir par écrit un registre recensant les traitements effectués
- Solliciter l'autorisation du responsable du traitement avant de recruter un sous-traitant de second rang

- Répondre des éventuelles fautes commises par le sous-traitant de second rang à l'égard du responsable du traitement
- Apporter l'assistance au responsable du traitement pour l'instruction des demandes d'exercice du droit des personnes concernées : rectification, effacement, etc.
- Mettre à la disposition du responsable du traitement la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes les obligations imposées par le RGPD.

## **ARTICLE 20 – BILAN DES EMISSIONS DE GAZ A EFFET DE SERRE**

En application de la circulaire n°6245-SG du 21 novembre 2023 relative à l'engagement pour la transformation écologique de l'Etat, le titulaire du marché, s'il est soumis à l'article L229-25 du Code de l'environnement, est tenu de communiquer à VetAgro Sup son bilan d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES) ainsi que le plan de transition pour réduire ses émissions dans un délai de trois mois à compter de la notification du marché. Si le BEGES communiqué à la notification arrive à échéance en cours d'exécution du marché, le titulaire doit communiquer son nouveau BEGES (et le plan de transition associé) au plus tard 3 mois après la date d'expiration du précédent. Des pénalités peuvent être appliquées en cas de retard dans la transmission de ces documents (article 10.3 du présent C.C.P.).

Conformément à l'article L229-25 du Code de l'environnement et à l'article 1 de l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre, cette communication doit s'effectuer sur le site internet de l'ADEME (<https://bilans-ges.ademe.fr/>). Les plans de transition sont communiqués sur cette même page. Toutefois, le titulaire soumis aux obligations de déclaration extra-financière peut communiquer son plan via son rapport de performance extra-financière prévue à l'article L. 225-102-1 du code de commerce ; il indique à l'acheteur le lien internet lui permettant d'accéder à ce document.

## **ARTICLE 21 – ASSURANCES**

Le titulaire doit contracter des assurances garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par la conduite de prestations ou les modalités de leur exécution. Cette assurance doit être suffisante ; elle doit être illimitée pour les dommages corporels.

**Dans un délai de 15 jours après la notification du marché et avant tout commencement d'exécution**, ainsi qu'après demande de l'Établissement, le titulaire devra justifier qu'il est en possession de telles assurances : Copie d'assurance garantissant les tiers en cas d'accident ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Attestations annuelles du paiement des primes.

Les franchises souscrites par les sociétés restent à leur charge exclusive.

## **ARTICLE 22 – LITIGES ET CONTESTATIONS**

Il sera fait application de l'article 43 du C.C.A.G.-P.I. en cas de litige survenu entre le fournisseur et l'Établissement.

Les contestations, litiges et différends qui pourraient survenir entre l'administration et le titulaire du marché ne pourront être invoqués comme cause d'arrêt ou de suspension, même momentanée, des prestations à effectuer.

En cas de litige relatif à l'exécution du marché, le droit français est seul applicable. La juridiction compétente est le Tribunal Administratif de Lyon - 184, Rue Duguesclin 69003 Lyon – 04.78.14.10.10

## **ARTICLE 23 – DEROGATION AU C.C.A.G.-P.I. EN VIGUEUR**

Les dispositions du présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) qui divergent de celles énoncées au C.C.A.G.-P.I., se substituent à ces dernières :

L'article 6 déroge à l'article 4.1 (ordre de priorité des pièces contractuelles)

L'article 7 déroge à l'article 3.4.3 (procédure de remplacement d'une personne nommément désignée)

L'article 11 déroge à l'article 22 (pas d'automatisme de la résiliation en cas d'arrêt des prestations à l'initiative du pouvoir adjudicateur)



L'article 12.1 déroge aux articles 14.1.1. et 14.1.3. (calcul des pénalités de retard et non exonération des pénalités en deçà de 1 000€ HT)

Les articles 12.2, 12.3 et 12.4 complètent l'article 14 (ajout de pénalités pour absence aux réunions et autres manquements, pour non-respect des obligations relatives au travail dissimulé et pour non transmission du BEGES et du plan de transition associé)

L'article 13 déroge à l'article 28.5 (absence du titulaire aux opérations de réception)

## CLAUSES TECHNIQUES

### **ARTICLE 24 – CONTEXTE DE LA MISSION**

Un **SPSI actualisé en 2020** couvre déjà les besoins stratégiques de l'établissement et demeure en grande partie d'actualité. Plusieurs actions prévues en 2020 n'ont pas encore été mises en œuvre, confirmant la pertinence de la version précédente.

L'établissement dispose en interne :

- de **données patrimoniales complètes**
- d'**études techniques et diagnostics récents**
- de **priorités opérationnelles définies par site.**

### **ARTICLE 25 – OBJECTIFS ET PERIMETRE DE LA MISSION**

L'AMO devra :

1. Analyser, s'approprier et exploiter le SPSI 2020-2025 et les données patrimoniales existantes y compris diagnostics ;
2. Mettre à jour les éléments nécessaires à la conformité réglementaire et méthodologique.
3. Formaliser la stratégie patrimoniale et la stratégie d'intervention pour 2026-2030, en intégrant les projets identifiés par site.
4. Se coordonner avec l'équipe projet pour validation
5. Produire **les livrables réglementaires**, selon les exigences DIE/MASA:
  - Document SPSI complet
  - Annexe 1\_Diagnostic
  - Annexe 2\_Stratégie
  - Synthèse opérationnelle (10-15 pages)
  - Diaporama de présentation.

### **ARTICLE 26 –METHODOLOGIE**

- Exploitation maximale des données existantes.
- Réunions ciblées (cadrage initial, arbitrages, validation finale).
- Production des livrables selon la trame officielle DIE et intégration des annexes Excel.
- Interaction étroite avec les référents internes pour éviter les doublons.

### **ARTICLE 27 –PRIORITES A INTEGRER AU SPSI**

Ces axes de réflexions viendront abonder les phases non réalisées du SPSI 2020-2025 qui seront en fonction de leur pertinence à reconduire dans le futur SPSI.

#### **27.1 campus agronomique**

- Délocalisation du laboratoire sol dans une maison actuellement occupé par un agent logé + transformation en bureaux de l'espace libéré.
- Création d'un cœur d'école : repérage foncier pour un espace fédérateur.
- Intégration de l'étude de modernisation de la résidence étudiante.

- Intégration des projets de rénovation énergétique du restaurant et de la bibliothèque (études disponibles)

## **27.2 campus vétérinaire**

- Diagnostic technique du bâtiment ICLB (à initier).
- Réflexion sur aménagement du RDC et futur ex-Chuvac en tiers-lieu.
- Installation d'ombrières photovoltaïques sur parkings.
- Réorganisation des espaces intérieurs pour séparer bureaux et laboratoires.
- Valorisation du foncier libéré par l'abandon du centre équestre.
- Intégration du projet de rénovation du restaurant universitaire.

## **ARTICLE 28 – DOCUMENTS MIS A DISPOSITION DU TITULAIRE PAR VETAGRO SUP**

Le titulaire retenu disposera notamment des documents suivants pour mener à bien sa mission :

Campus agronomique :

- Plans des réseaux EU-EP,
- Plans des bâtiments,
- Audit énergétique,
- Etude environnementale,
- Etude géotechnique ponctuelle,
- Diagnostics Techniques Amiante et divers RAAT

Campus vétérinaire :

- Plans des réseaux secs et humides,
- Plans des bâtiments,
- Audit énergétique,
- Etude environnementale,
- Etudes géotechniques ponctuelles,
- Etude d'infiltration,
- Diagnostics Techniques Amiante et divers RAAT,

## **ARTICLE 29 –DELAIS D'EXECUTION**

La mission devra être réalisée dans un délai de six mois maximum à compter de la date de notification.